

## Philippines : les dérives de Duterte

Laurence Choquette Loranger et Vivien Cottureau

Numéro 795, mars-avril 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/87789ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Choquette Loranger, L. & Cottureau, V. (2018). Philippines : les dérives de Duterte. *Relations*, (795), 10–11.

## CIBL en difficulté

La radio communautaire CIBL vit des moments difficiles. Début janvier, les employés et bénévoles ont été mis à pied pour une période indéfinie par la direction en raison des problèmes financiers récurrents que connaît la station. Au cours des dernières années, celle-ci a vu ses revenus publicitaires chuter abruptement, notamment du côté des publicités gouvernementales – et de la Ville de Montréal en particulier –, ce qui l'avait déjà forcée à réduire de façon importante sa masse salariale en janvier 2017 avec des suppressions de postes et des réductions de salaire. Malgré la tourmente, les employés ne baissent pas les bras et s'activent pour sauver la station, où de nombreux professionnels de l'information ont fait leurs armes depuis sa création en 1980. À cet effet, toute la population est invitée à devenir membre d'une des rares stations de radio indépendantes de Montréal. Voir <[cibl1015.com](http://cibl1015.com)>.

calqué sur les modèles de la câblodistribution, donnant accès au citoyen seulement à certains services numériques et sites Web, à moins d'opter pour un forfait plus complet... mais aussi plus cher.

La décision américaine aura certainement de nombreuses conséquences au nord de la frontière. Le premier enjeu à soulever est celui d'une monétisation croissante de l'information et des services numériques: les frais devant être payés en amont, aux FAI, par les fournisseurs de services seront fort probablement relayés aux consommateurs, qu'ils soient

canadiens ou américains. Deuxièmement, la fin de la neutralité du Net constitue un frein potentiel à l'innovation et au partage de l'information provenant du Canada. Il sera probablement beaucoup plus difficile pour des entreprises et initiatives canadiennes de subsister, de promouvoir du contenu informatif ou des services ou encore de percer le marché américain si leur accès aux réseaux n'est ni garanti, ni protégé. La dernière préoccupation est juridique. Si le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) dispose présentement d'excellentes mesures pour protéger la neutralité du Net, celles-ci s'appuient néanmoins sur le fait qu'il est considéré comme «illégitime» de bloquer, de favoriser ou de ralentir du contenu. Le principal danger ici est que cet argument perde de sa force si la neutralité du Net n'est plus en vigueur aux États-Unis, et ce, particulièrement dans un contexte où plusieurs FAI canadiens exercent déjà des pressions pour abroger certaines protections.

Bref, dans la majorité des débats sur le sujet, les enjeux sont la plupart du temps présentés sous l'angle commercial. Néanmoins, il est important de porter attention aux considérations allant au-delà de la facture relayée au consommateur ou de l'environnement marchand et juridique permettant l'émergence ou le déclin de *start-ups*. La question de la neutralité du Net en est une intimement liée à la liberté de la presse et d'expression, mais les débats actuels soulèvent une question encore plus fondamentale: quels mécanismes –juridiques ou marchands–

devrait-on mettre en place pour permettre l'établissement et la protection d'un environnement médiatique et numérique riche, diversifié et favorisant l'émancipation individuelle et collective? ©

## PHILIPPINES: LES DÉRIVES DE DUTERTE

*Les assassinats extrajudiciaires par la police et les appels au meurtre lancés par le président sont extrêmement préoccupants.*

**Laurence Choquette Loranger et Vivien Cottreau\***

Les auteurs sont respectivement étudiante au baccalauréat en études internationales et étudiant à la maîtrise en science politique à l'Université de Montréal

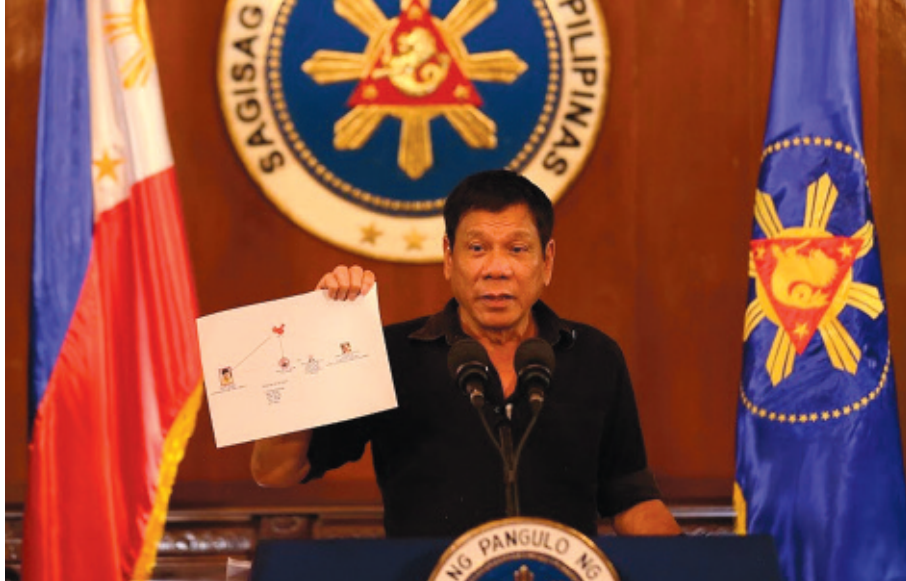
En visite aux Philippines, en novembre dernier, dans le cadre du Sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, le premier ministre canadien Justin Trudeau a exprimé, en présence du président philippin Rodrigo Duterte, ses inquiétudes au sujet des violences liées à la lutte contre la drogue dans ce pays, qui ont déjà fait plus de 10 000 victimes.

Avant d'accéder à la présidence, Duterte s'était fait connaître pour sa lutte contre la criminalité dans la ville de Davao, dont il fut maire durant près de

radio vm  
AU COEUR DE L'ESSENTIEL

**RADIOVM.COM**

<b>91,3 FM</b> MONTRÉAL	<b>100,3 FM</b> SHERBROOKE	<b>89,9 FM</b> TROIS-RIVIÈRES	<b>89,3 FM</b> VICTORIAVILLE	<b>104,1 FM</b> RIMOUSKI
----------------------------	-------------------------------	----------------------------------	---------------------------------	-----------------------------



Rodrigo Duterte présentant un diagramme qui expose les liens entre différents cartels de la drogue présents aux Philippines, le 7 juillet 2017. Photo: King Rodriguez/Presidential Photographers division

25 ans. Cette métropole du sud de l'île de Mindanao, où des escadrons de la mort auraient assassiné près de 1500 personnes, a servi de cas école dans la campagne anti-drogue de Duterte, qui avoue avoir personnellement tué de présumés criminels afin de montrer l'exemple à la police.

Les Philippines sont sévèrement affectées par les problèmes de drogue. La méthamphétamine, une drogue de synthèse extrêmement addictive, communément appelée «shabu», est le stupéfiant le plus répandu au pays. Selon le Dangerous Drugs Board, l'agence gouvernementale philippine qui encadre les stratégies et programmes de prévention et de lutte contre la drogue, 1,7 million de personnes en seraient dépendantes. Ce nombre est toutefois en décroissance depuis 2004, année où il atteignait un pic de 6,7 millions (sur une population totale de 100 millions d'habitants).

À maintes reprises, Duterte a encouragé les policiers et les citoyens à exécuter les trafiquants et les consommateurs de drogue tout en leur promettant l'impunité totale. Pour éviter ces exécutions extrajudiciaires, plus d'un million de personnes (consommateurs et dealers) se seraient volontairement rendues aux autorités et une partie d'entre elles s'entassent désormais dans des prisons surpeuplées. Jusqu'à maintenant, la guerre contre la drogue a été en majeure partie dirigée contre les personnes issues des milieux défavorisés, qui, faute de moyens, ont difficilement accès à la justice. Récemment, toutefois, Duterte a manifesté son intention de s'attaquer désormais aux gros réseaux, aux fournis-

seurs, ainsi qu'à leurs protecteurs au sein du gouvernement.

Détenant une large majorité au Congrès, le président a les coudées franches. Ses rares opposants politiques font d'ailleurs l'objet de campagnes de diffamation. C'est le cas de la sénatrice Leila de Lima, accusée d'avoir monté un réseau de trafic de drogue alors qu'elle était ministre de la Justice. Pour plusieurs défenseurs des droits de la personne, son emprisonnement serait une manière de faire taire la principale voix s'élevant contre la guerre sanglante de Duterte. Ce dernier a même ordonné à la police de tirer sur les militants pour les droits humains s'ils faisaient obstruction à la «justice». Jusqu'à maintenant, 33 d'entre eux auraient été tués.

Par ailleurs, Duterte, qui a décrété en mai dernier la loi martiale sur Mindanao pour contrer les djihadistes du groupe Maute, affilié au groupe armé État islamique, a menacé par la suite d'étendre la loi martiale à l'ensemble du pays dans le cadre de sa guerre contre la drogue. Ces propos ravivent le souvenir amer de l'ancien dictateur Ferdinand Marcos, qui avait imposé la loi martiale en 1972 avant de mettre en place une dictature marquée par un climat de corruption, de répression, de violence et d'impunité.

Malgré tout, Rodrigo Duterte continue de jouir d'une certaine popularité dans son pays. Selon un sondage effectué en 2016 par l'institut Social Weather Stations de Manille, 78% des personnes interrogées seraient satisfaites du travail de leur président. Paradoxalement, un même nombre de répondants déclaraient craindre qu'eux-mêmes ou un de

leurs proches soit la prochaine victime d'une exécution extrajudiciaire. Si Duterte reste aussi populaire, c'est que sa campagne contre les trafiquants de drogue a jusqu'à maintenant visé les plus démunis et qu'il ne s'est pas attaqué aux intérêts de la classe dirigeante. De plus, la toute puissante Église catholique (81% des Philippines sont pratiquants) ainsi qu'une partie de la gauche militante ont tardé à dénoncer ses pratiques. Ceux et celles qui ont osé le faire ont rapidement fait face à des campagnes de diffamation, notamment à travers l'utilisation massive de «trolls» sur les médias sociaux, très populaires au pays.

Si le gouvernement canadien veut se présenter comme promoteur et défenseur des droits de la personne sur la scène internationale, il devrait commencer par mettre à l'ordre du jour des institutions multilatérales – dont le Conseil des droits de l'Homme à Genève – la dégradation constante des droits humains aux Philippines et les appels au meurtre lancés par son président. Le Canada, qui cherche à conclure des contrats et des accords de libre-échange avec les pays de la région – dont les Philippines – a donc le devoir de maintenir sa pression sur les autorités philippines pour qu'elles respectent les traités internationaux. 🇨🇦

\* Avec la collaboration de Dominique Caouette, professeur de science politique à l'Université de Montréal.

## #EtMaintenant

Après la déferlante de cas d'agressions et de harcèlement sexuels mis au jour l'automne dernier par les mouvements #MeToo aux États-Unis, #MoiAussi au Québec ou encore #BalanceTonPorc en France, six Québécoises ont lancé en janvier le mouvement #EtMaintenant avec une déclaration commune signée à ce jour par plus de 32 000 personnes. Ni campagne permanente ni organisation, #EtMaintenant souhaite approfondir la prise de conscience à laquelle on assiste depuis quelques années sur ces enjeux et appelle à une accélération des changements structurels nécessaires dans tous les milieux afin de connaître «une véritable égalité entre les genres». Voir <EtMaintenant.net>.